

# Sarkozy II : l'usine d'intolérance à temps plein ?

**Soeuf Elbadawi**

DANS **AFRICULTURES** 2006/2 n° 67 , PAGES 190 À 195  
ÉDITIONS **AFRICULTURES**

**ISSN 1276-2458**

**ISBN 2296005829**

**DOI 10.3917/afcul.067.0190**

**Date de mise en ligne : 22/12/2013**

**Article disponible en ligne à l'adresse**

<https://shs.cairn.info/revue-africultures-2006-2-page-190?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Africultures.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Sarkozy II : l'usine d'intolérance à temps plein ?

par Soeuf Elbadawi

À L'APPROCHE DES PRÉSIDENTIELLES DE 2007, LES PARTIS FRANÇAIS S'INTERROGENT SUR LA MARCHÉ À SUIVRE POUR REMPORTEUR LE MAXIMUM DE VOIX. « CANDIDAT À LA CANDIDATURE », L'ACTUEL MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, NICOLAS SARKOZY, AFFÛTE LENTEMENT MAIS SÛREMENT SES ARMES, EN INSTRUMENTALISANT LA QUESTION IMMIGRÉE.

Sa stratégie est claire. Gagner aux prochaines élections nécessite de se pencher sur la question immigrée, en flattant autant que possible les instincts politiques les plus bas. En courtisant – et pourquoi pas ? – l'extrême-droite au plus près. Non pas à la manière d'un Mitterrand manipulant les voix lepénistes afin d'enfoncer durablement la Droite. Ni à la manière des alliances « rouges-bruns » issues de la marge. Mais de façon ouverte et dans une volonté manifeste de faire monter les enchères aux urnes au nom de l'UMP, le parti majoritaire, dont il est désormais le leader consacré, après la déconfiture récente du Premier ministre, Dominique de Villepin, suite au combat mené par la jeunesse française contre la précarité.

À ceux qui s'inquiètent de le voir s'inviter sur les plates-bandes du Front national, le tout-puissant ministre de l'Intérieur répond, sur un ton pince-sans-rire : « On devrait plutôt se réjouir qu'un dirigeant d'une formation républicaine aille les chercher [les électeurs d'extrême-droite] un par un pour les convaincre que Le Pen, c'est une impasse. » Sarkozy prétend séduire ses concitoyens habituellement ignorés par

les grosses machines partisanes. Et dans une optique bien plus large, il compte s'adresser également « à la gauche populaire, à tous ces gens qui vivent dans les quartiers et qui ont le sentiment d'être abandonnés par la République, à tous ces gens qui ont cru au Parti communiste. » Sarkozy le *winner* se montre ainsi capable d'épouser toute stratégie lui garantissant la confiance, aveugle ou pas, des électeurs français.



DESIGN DE CHARB. DR

## Retour sur une cascade de mesures répressives

Obsédé par une victoire potentielle en 2007, l'actuel numéro deux du gouvernement français s'est trouvé un cheval de Troie, à savoir l'immigration. Son discours sur la nécessité d'être plus sélectif aux frontières, discours affiché dès son premier règne au ministère de l'Intérieur, a fini par se canaliser sur un projet de loi aujourd'hui pour le moins controversé. Durcissement des conditions de regroupement familial, mise en cause de la régularisation automatique du séjour au bout de dix ans de présence sur le territoire français, processus d'obtention



MANIFESTATION EN SOUTIEN À DES SANS-PAPIERS. BOBIGNY, 2002. © ZABOU CARRIÈRE

de la carte long séjour freiné et laissé au pouvoir discrétionnaire de la préfecture, possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire pour cause de licenciement ou pour raison de santé, apparition d'un nouveau statut d'immigré (permis de séjour courant sur trois ans) au nom de la compétence et du talent. Nicolas Sarkozy souhaite, dit-il, voir la France « choisir » ses immigrés, et non les « subir ».

Des mots derrière lesquels se profile une stratégie, qui, certes, pourrait payer lors des présidentielles, mais dont les conséquences débordent une fois de plus la République sur sa droite comme sur sa gauche. Cette loi répressive sur bien des points rappelle que la France n'en a pas fini avec certains de ses vieux démons.

En 1986, le ministre de l'Intérieur de l'époque Charles Pasqua faisait voter des lois répressives d'une rare violence, avec pour conséquence immédiate les premiers vols charters remplis d'immigrés. En 1993, le même Pasqua renforçait l'arsenal juridique, en limitant le droit d'asile, les conditions de régularisation et en renforçant le contrôle des mariages mixtes, soupçonnés d'être un système de « blanchiment » des situations d'immigration clandestine.

En 1997, la loi Debré enfonce le clou après l'épisode de l'Église Saint-Bernard, qui permit de mettre au grand jour la situation des sans-papiers. Enfin, Sarkozy est venu renchériser en 2003, tout en faisant croire à l'adoption d'un nouveau discours, en rupture avec les lois de ses prédécesseurs au ministère de l'Intérieur, notamment celle dite de la « double peine ».



LE SQUAT DE LA MAISON DES ENSEMBLES DANS LE 12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT À PARIS, FIN 2001-DÉBUT 2002. DES SANS-PAPIERS RÉUNIS EN COLLECTIF OCCUPENT LE LIEU. CHAQUE SEMAINE, ILS SE RENDENT PLACE DU CHÂTELET POUR RÉCLAMER LEUR RÉGULARISATION. © ZABOU CARRIÈRE

## « Que ceux qui n'aiment pas la France la quittent ! »

Y avait-il pour autant besoin d'une nouvelle loi sur le sujet ? Étienne Pinte, député UMP, ne le croit, pas : « La dernière loi sur la maîtrise de l'immigration a été votée il y a deux ans et demi. Nous sommes incapables d'en mesurer les effets. Les décrets d'application ne sont pas tous pris et je suis souvent alerté sur des cas de double peine qui démontrent que des administrations ne respectent ni l'esprit ni la lettre du texte voté en 2003. Pourquoi légiférer si vite ? » (1).

Pendant ce temps, Sarkozy s'en amuse, voire s'en félicite. Samedi 22 avril 2006, devant une assemblée de 2 500 nouveaux militants de l'UMP, il pousse même la logique plus loin. Se disant fatigué d'avoir à s'excuser sans cesse d'être français et se réclamant toujours de son fameux « parler vrai », il défend l'idée selon laquelle son projet d'immigration peut être le gage futur d'une intégration réussie. Les « immigrés » devraient presque le remercier, au lieu de crier tous au loup. D'autant plus qu'il se veut radical désormais sur cette question : « S'il y en a que cela gêne



d'être en France, qu'ils ne se gênent pas pour quitter un pays qu'ils n'aiment pas ».

Une phrase qui approche du dérapage verbal contrôlé. Une phrase qui rappelle surtout un slogan lepéniste (« La France, aimez-la ou quittez-la »), slogan lui-même repris par Philippe de Villiers, autre leader d'extrême-droite, depuis un an sur ses affiches (« La France, tu l'aimes ou tu la quittes »). Une phrase qui n'a pas manqué de soulever un tollé d'indignations dans l'ensemble du paysage politique français.

Les têtes d'affiche socialistes, renonçant désormais à toute idée de quotas d'immigrés, telle que la préconisait encore récemment un projet de Malek Boutih, secrétaire national chargé des questions de société au sein du parti, ont été les premières à s'agiter en réaction. François Hollande, le patron du PS, a parlé d'une volonté de la droite au pouvoir de masquer la vacuité de son bilan : « La droite n'a pas de bilan à présenter qui soit celui de la confiance et de la crédibilité. À partir de là, elle essaie d'aller sur des registres qui sont ceux de la peur, de l'affrontement. »

Claude Bartolone, un proche de Laurent Fabius, insiste sur l'instrumentalisation politique du débat : « On savait que Sarkozy rimait avec démagogie, voilà maintenant que cela rime avec xénophobie ». Un peu moins convaincant, Jack Lang, quant à lui, avoue ne pas saisir le sens de « cette dérive xénophobe » et populiste : « Quand on prétend aux plus hautes fonctions de l'État, on ne peut pas ainsi draguer sur les terres du Front national. » Au



DESSIN DE PLACIDE

Parti communiste, où l'image d'un Sarkozy prêt à épouser les idées lepénistes ne laisse plus de doutes, une boutade de premier degré remet vite quelques pendules à l'heure : « Comment l'immigré hongrois Sarkozy pourrait encore entrer en France avec un tel ministre de l'Intérieur ? » Reste à savoir si la méthode lamentable du ministre Sarkozy fonctionne réellement ?

Instrumentaliser la peur de l'étranger pour masquer la vacuité d'un bilan depuis ses premiers discours « fâcheux » sur les immigrés, Sarkozy a-t-il fait progresser, oui ou non, l'électorat de son parti ? Des amis de l'extrême-droite ont-ils succombé à ses redoutables sirènes ? Le Pen et de Villiers, les principaux leaders des partis concernés, s'en soucient à peine. Leurs électeurs représenteraient près de 18 % des intentions de vote et ils ne comptent pas du tout les partager avec un Sarkozy, qui les fait plutôt sourire... Un tiers des Français pensent (2) que l'extrême-droite est proche de leurs préoccupations et / ou nécessaire au débat politique. Mais il n'est pas sûr que Sarkozy sache les convaincre de voter pour lui. Il y a des chances pour qu'ils demeurent fidèles à leurs mouvements respectifs, d'autant que le ministre de l'Intérieur

leur paraît porteur d'un « double langage », dont ils ne maîtrisent pas toujours la portée. Le président de l'UMP affirme pourtant parler le langage de tous les Français. « Nicolas Sarkozy parle avec des mots que les Français comprennent, sur des sujets délaissés pendant des années [...]. L'immigration, tout comme la sécurité, a longtemps été dans notre pays un sujet tabou, alors qu'elle est un sujet de préoccupation majeure pour nos concitoyens » affirme Luc Chatel, porte-parole à l'UMP. Ce qui revient à dire que les Français sont de plus en plus partisans d'un discours ambigu, réactionnaire, voire raciste. Nicolas Sarkozy n'en est pas à son premier « phrasé scandaleux ». L'an dernier déjà, il s'était distingué avec des mots aussi avilissants que « racaille » ou « Kärcher », en apostrophant des populations françaises liées à l'immigration d'origine africaine dans les banlieues françaises.

Sarkozy ambitionne de recruter dans les milieux populaires. Il s'en donne les moyens, en adoptant un discours « coup-de-poing », surtout en cette période où le FN reprend de la vigueur. Persuadé d'avoir su négocier en sa faveur la déconfiture récente du Premier ministre, Dominique de Villepin, sur le contrat de première embauche (CPE), Sarkozy ne cesse de remuer l'opinion sur un thème porteur. À défaut de solutions miracles pour répondre au chômage et à la précarité grandissante, la peur de l'étranger est devenue de l'or en barre pour les apprentis sorciers de la politique française. À une époque, le président Chirac parlait du bruit et des odeurs des immigrés. Sarkozy ne fait que lui emboîter le pas, en s'inscrivant dans une surenchère avec l'extrême-droite, dont les conséquences sont sans nul doute néfastes pour la condition des immigrés en France. Mais qui s'en soucie ?

Aimez la France ou quittez-la ! Le procédé utilisé par le ministre de l'Intérieur reste grossier et inélegant. « Au moment où s'ouvre un nouveau débat national », écrit Pierre Haski dans le journal *Libération* (3), « sur la question de l'immigration, provoqué par le projet de loi de Nicolas Sarkozy, le deuxième du même auteur en l'espace d'une même législature, cette tirade est du plus mauvais augure. Elle donne le ton de la surenchère à droite, à un an de l'élection présidentielle, et se fait une nouvelle fois sur le dos de ceux qui ne votent pas : les immigrés. Le thème de la sécurité avait fait recette en 2002, on y rajoutera cette année une variante immigrée. Non pas que le sujet n'existe pas, mais il est suffisamment grave pour ne pas servir de punching-ball politique à chaque veillée d'armes électorale, à coups de slogans simplistes qui n'alimentent que les fantasmes et les peurs réelles ou supposées. »

## Bénéfices à sens unique

En cette époque où la France se touche le nombril, face à la construction d'une Europe élargie, face aux démons de sa mémoire coloniale, pointer du doigt les étrangers comme le fait Sarkozy rend perplexe. L'immigration stigmatisée, d'aspect basané dans sa grande majorité, n'arrive bien souvent pas par hasard dans les villes françaises. Un phénomène dont les Français feignent d'ignorer l'origine, dès lors qu'il faut s'interroger sur une histoire commune, peuplée d'ombres et de crimes inavouables, partagée par la France et ses anciennes colonies. Une histoire qui amène de pauvres hères à tenter leur chance en émigrant.

Il fut un temps (pas si éloigné, l'a-t-on oublié ?) où la République allait directement se servir en main-d'œuvre dans les pays concernés. Mais ne remontons pas si loin. Récemment, Kassy Assemian, directeur de l'espace culturel Anibwe à Paris (4), se demandait pourquoi il n'aurait pas le droit de demeurer en France, après y avoir passé trente ans de sa vie, alors que les métiers le concernant en Côte-d'Ivoire, son pays d'origine, sont tenus par des mains françaises : la librairie, l'édition, jusqu'à son domaine de formation initiale, la sociologie,

demeurent un domaine réservé. Tout se passe donc comme si la France appréciait d'aller profiter de pays tiers, sans vouloir rendre la pareille.

Sarkozy, avec son phrasé lourd de sous-entendus, pose un problème à « l'humanisme » des milieux politiques français. Mais il n'en reste pas moins que nombre de Français, au fil des sondages, se reconnaissent dans une partie de son discours, même s'il ne partage pas totalement son projet. Car là se situe le vrai problème. La France de demain joue la carte de la mauvaise foi, en continuant à s'octroyer des droits dans ces anciennes colonies, tout en interdisant aux ex-colonisés, comme à autant de pestiférés, l'accès à son territoire. Doit-on rappeler que la misère constatée dans certains pays n'est parfois que le reflet de l'action politique menée par la France en ces mêmes pays ? Dans *Transit* (5), un récit de l'écrivain djiboutien Abdourahman Waberi, le personnage de Harbi croise une patrouille militaire française au détour d'une rue à Djibouti et pose la question : « Qui sont ces gens ? » On lui répond qu'il s'agit de « Français », de « colonisateurs ». Dérouté, il enchaîne : « Et pourquoi sont-ils ici ? » On lui rétorque bêtement que c'est « parce qu'ils sont plus forts que nous ».

Les mémoires se sont tues mais ne s'effacent pas avec le temps. Harbi repense à son histoire à l'occasion d'une scène d'expulsion à l'aéroport de Roissy, pendant qu'il embarque sur un vol en direction de Saint-Denis de la Réunion via Djibouti. « J'ai une vieille dette de mémoire, dira-t-il, à régler avec la France ; on croit que les migrants sont nus quand ils arrivent sur une nouvelle terre au bout de leur odyssee, les migrants sont pourtant gros de leurs histoires personnelles, lestées de celle que l'on dit collective. » Les Français continueront-ils à nier cette réalité ?

Si Sarkozy a des chances de voir son projet de loi aboutir, c'est peut-être parce qu'il est en « phase avec ce que ressentent les Français », comme l'affirme Christian Estrosi, ministre délégué à l'Aménagement du territoire, un proche du président de l'UMP. Le Français moyen, celui que l'on accuse d'être la cause de toutes les politiques anti-immigrées et qui croit que la colonisation a été une bonne chose, se remettra-t-il un jour en question ?

Pour l'heure, seuls les hommes politiques de gauche et l'Église s'offusquent du projet de loi. Pendant que les commis, dans les ambassades françaises installées en terre africaine, continuent de voir en chaque citoyen en partance, non pas un homme d'affaires, un étudiant ou un travailleur, mais un ennemi potentiel, la cause possible d'un certain chômage et d'une certaine précarité dans l'Hexagone. Qui sait ce qui pend encore aux lèvres de ceux qui maintiennent cette politique de stigmatisation ?

1. *Libération* du mardi 25 avril 2006.

2. Sondage Ifop / Acteurs publics du 21 avril 2006.

3. Numéro déjà cité.

4. Anib'we, librairie, maison d'édition et café, est situé rue Montorgueil, dans le 2<sup>ème</sup> arrondissement à Paris.

5. *Transit*, Abdourahman A. Waberi, « Continents Noirs », Gallimard, 2003.